

505 L H 273/11

6151

(19 h1)

A

Protocole définissant les relations financières
et comptables entre la S.N.C.F. et les Compagnies pour
l'exécution de l'opération
de conversion.

Texte du protocole

31.12.41

V. D. 6111-3 : Emission d'un emprunt de
conversion -

Protocole définissant les relations financières et comptables entre la S.N.C.F. et les Cies pour l'exécution de l'opération de conversion.

- 6 JAN 1942

Le Président
Conseil d'Administration

F₁ N° 2140 A

Proposé, le 5 janvier 1942

Services Financiers

Le Directeur
des Services Financiers,
Signé : BROCHU.

D 612/42

Monsieur le Président,

Comme suite à nos entretiens, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte du protocole définissant les relations financières et comptables entre la S.N.C.F. et les Compagnies pour l'exécution de l'opération de conversion en date du 1er janvier 1942.

Ce texte est accompagné de celui d'une Note d'application des dispositions visées au paragraphe IV du protocole.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Compagnie sur ces textes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de *mes sentiments dévoués.*

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Président du
Conseil d'Administration
de la Compagnie (toutes)

31 Décembre 1941

Protocole
définissant les relations financières et comptables entre la
S.N.C.F. et les Compagnies pour l'exécution de l'opération
de conversion en date du 1er janvier 1942

- I - A dater du 8 décembre 1941, la S.N.C.F., autorisée à cet effet par la loi du 2 décembre 1941, procède, dans les conditions précisées par la décision du Conseil d'Administration en date du 3 décembre 1941, à la conversion en obligations S.N.C.F. 4 % 1941 des obligations 5 % 1933, 5 1/2 % 1935, 6 % 1936 et des Bons 6 % 1934-1949 des Grands Réseaux.

La conversion prend effet du 1er janvier 1942.

Les titres convertis sont repris au pair, majoré des intérêts courus à cette date et diminué, le cas échéant, du prélèvement de 10 %.

Les propriétaires de titres appelés à la conversion peuvent en solliciter le remboursement à condition d'en faire la demande et de déposer leurs titres aux guichets désignés à cet effet le 20 décembre 1941 au plus tard (20 février 1942 pour les prisonniers de guerre). La valeur de remboursement est égale à la valeur de reprise définie ci-dessus.

En cas de conversion, la soulte résultant de l'échange des anciens titres contre des obligations S.N.C.F. 4 % 1941 est payée en espèces aux propriétaires des anciens titres, sous réserve de la faculté de emploi qui est donnée aux titulaires de titres nominatifs qui en feront la demande avant le 1er janvier 1942.

Enfin, une émission contre numéraire d'obligations S.N.C.F. 4 % 1941 est réalisée en vue de couvrir les remboursements de soultes susvisés, ainsi que les impôts dus à raison de l'opération.

- II - L'opération de conversion décrite ci-dessus se place dans le cadre du texte, modifié par la loi du 30 novembre 1941, de l'article 26 de la Convention du 31 août 1937. Aux termes du nouveau texte, la S.N.C.F. peut en effet procéder "au remboursement, à

la consolidation ou à la conversion..... des emprunts visés aux articles 29, 30 et 31ⁿ, c'est-à-dire des emprunts émis par les Réseaux tant avant (article 30), qu'après le 1^{er} janvier 1938 (articles 29 et 31), possibilité dont elle ne disposait pas sous le régime défini par l'article 26 dans son texte primitif. Les Compagnies ont, par lettre commune en date du 31 octobre 1941, donné leur adhésion à cette modification de la Convention, sous réserve d'approbation par leurs Assemblées générales respectives et en attirant en outre l'attention sur le fait que, privées de la gestion et du service d'une partie de leurs titres avant la date où cette gestion et ce service sont susceptibles, selon la Convention, d'être repris par la S.N.C.F., il en résultera pour elles un préjudice certain qui justifie, comme condition de leur adhésion, une compensation équitable.

III- Pour la réalisation de l'opération de conversion qui vient d'être décidée, les Compagnies se sont offertes à donner leur concours à la S.N.C.F. tant pour la conversion proprement dite que pour les remboursements de titres convertis et l'émission contre numéraire d'obligations S.N.C.F. 4 % 1941. Du point de vue de la réception, de la vérification et du règlement des dossiers reçus du public, le rôle des Services des Titres des Compagnies et leurs rapports avec les Services Financiers de la S.N.C.F. sont fixés par une Note du 28 novembre 1941, intitulée "Conditions Générales d'exécution des opérations de conversion des Obligations et Bons des Grands Réseaux". L'objet du présent **Protocole** est de compléter la Note susvisée dans le domaine des relations financières et comptables.

IV - En raison de son caractère spécial, l'opération de conversion, autorisée par la loi du 2 décembre 1941, ne saurait être considérée comme ressortissant à la gestion et au service des emprunts qui en font l'objet. Les dispositions du 5^{ème} alinéa de l'article 30 de la Convention et, par suite, celles de la lettre du 31 août 1937 des Compagnies au Ministre des Travaux Publics y relative, ne sont pas applicables dans le cas particulier.

En conséquence, le compte courant de charges d'emprunt ouvert à chaque Compagnie, dans les écritures de la S.N.C.F., demeure totalement étranger aux mouvements de fonds et écritures d'ordre consécutifs à la dite opération de conversion.

Les mouvements de fonds et écritures d'ordre seront repris à un compte spécial ouvert à chaque Compagnie dans les écritures de la S.N.C.F. Ce compte comprendra trois paragraphes:

a) le premier, dénommé "Obligations et bons à amortir" sera crédité:

- à réception d'un état justificatif quotidien de la Compagnie de la valeur des titres remboursés au guichet de la Compagnie intéressée ou ayant donné lieu à l'envoi à la S.N.C.F. de Bons à payer par elle ou par des Comptables du Trésor d'outre-mer,
- à réception d'un état justificatif dressé par la Compagnie du montant des impôts à régler au titre de la conversion,
- mensuellement, après délivrance du Bon à payer la soulte, de la valeur de reprise des titres convertis.

et débité:

- après règlement effectif, de la valeur des titres remboursés aux guichets de la S.N.C.F. ou des Comptables du Trésor d'outre-mer,
- mensuellement, après délivrance du Bon à payer de la soulte, de la valeur des titres émis en échange des titres convertis et du montant des soultes correspondantes, coupons manquants déduits.

b) Le second, dénommé "Soultes à payer" sera crédité quotidiennement du montant des soultes nettes à payer par la Compagnie en qualité de guichet réceptionnaire.

c) Le troisième, dénommé "Versements de fonds", sera débité du montant des versements opérés à la Compagnie par la S.N.C.F., sur simple demande, au besoin téléphonique, qui devra toutefois spécifier qu'il s'agit d'un ravitaillement au titre de la conversion et non d'un retrait au titre du compte courant de charges d'emprunt de la Compagnie, les règles de fonctionnement de celui-ci demeurant inchangées.

Le compte spécial devra présenter à tout moment un solde général d'un montant aussi réduit que possible, qui ne sera d'ailleurs productif d'aucun intérêt.

- V - En rémunération des peines et soins des Compagnies à l'occasion de la conversion et pour leur tenir notamment compte du préjudice visé dans leur lettre du 31 octobre 1941, la S.N.C.F. versera à chacune des Compagnies, par imputation au crédit de son compte ordinaire de charges d'emprunt, valeur 31 décembre 1941, une somme égale à 1,3 pour dix mille du capital nominal des titres émis par elle et appelés à la conversion.

SERVICES FINANCIERSDIVISION CENTRALE
DES FINANCES

NOTE D'APPLICATION
DES DISPOSITIONS VISEES AU PARAGRAPHE IV DU PROTOCOLE
FIXANT LES RELATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES
ENTRE LA S.N.C.F. ET LES COMPAGNIES
POUR L'EXECUTION DE L'OPERATION DE CONVERSION
EN DATE DU 1^{er} JANVIER 1942

COMPTES COURANTS
SPECIAUX
DE CONVERSION

Toutes les relations comptables entre la S.N.C.F. et les Compagnies pour l'opération de conversion (conversions proprement dites et remboursements) sont suivies à des comptes courants spéciaux comprenant les trois paragraphes suivants :

- a) Obligations et bons à amortir,
- b) Soultes à payer,
- c) Versements de fonds.

CONSTATATION
GLOBALE DE
L'OPERATION
DE CONVERSION

Pour permettre aux Services Financiers de la S.N.C.F. (Division Centrale des Finances - Bureau Ach) de passer les écritures de constatation globale de l'opération, les Compagnies adresseront à ces Services dans les premiers jours du mois de janvier 1942 un état du type A habituel établi pour chaque emprunt converti, l'opération de conversion étant, à cet effet, assimilée à une échéance ordinaire. Des états particuliers (états du type D habituel) seront établis lors de chaque rectification d'impôts dus à l'Enregistrement.

Il ne sera pas passé d'écriture au compte spécial de conversion au titre de cette constatation.

REGLEMENT
DES IMPOTS

Les impôts dus au titre de l'opération de conversion seront réglés le 30 janvier 1942 pour la part afférente aux intérêts courus et le 31 janvier 1942 pour la part afférente à la prime de remboursement. Ils feront l'objet d'états du type C habituel, mais particuliers à l'opération de conversion. Crédit sera donné aux Compagnies du montant de ces règlements par imputation à leur compte spécial de conversion § "Obligations et bons à amortir".

Les rectifications d'impôts ultérieures seront imputées au même paragraphe à réception des états du type D susvisés.

REGLEMENT
DES
REMBOURSEMENTS

Chaque jour les Compagnies adresseront aux Services Financiers de la S.N.C.F. (Division Centrale des Finances - Bureau Ach) un état intitulé "Conversion du 1^{er} janvier 1942 - Remboursements réglés dans la journée du" donnant, par emprunts, coupures de valeurs nominales différentes et catégories de porteurs, les valeurs de reprise, intérêts compris, des titres remboursés aux guichets des Compagnies ou ayant fait l'objet de bons à payer adressés à la S.N.C.F. ou au Bureau commun de Limoges, dans la journée considérée.

Les Compagnies seront créditées du total de chaque état par imputation à leur compte spécial de conversion "Obligations et bons à amortir", toutes différences par rapport aux règlements effectifs étant constatées dans les comptes d'ordre de chaque Compagnie.

Elles seront débitées au même paragraphe des règlements effectués par l'intermédiaire des guichets de la S.N.C.F. ou des comptables du Trésor. Avis de ces débits leur seront donnés à l'appui des bordereaux de retour des bons à payer réglés qui leur seront adressés par les Services Financiers de la S.N.C.F. (Division Centrale des Finances - Subdivision des Titres).

REGLEMENT
DES
CONVERSIONS

Les Compagnies réceptionnaires chargées du règlement des soultes seront créditées quotidiennement à leur compte spécial de conversion "Soultes à payer" du montant des bons à payer qui leur seront adressés par les Services Financiers de la S.N.C.F. (Division Centrale des Finances - Subdivision des Titres), le Bureau commun des Compagnies à Limoges étant considéré, pour ces règlements, comme un guichet P.C.

D'autre part, et afin de permettre aux Compagnies émettrices de constater dans leurs écritures propres l'amortissement de leurs emprunts convertis, il sera passé périodiquement :

1^{re}) au crédit de leur compte spécial de conversion "Obligations et bons à amortir", le montant total des valeurs de reprise des titres convertis, intérêts compris, ayant fait l'objet de bons à payer émis par les Services Financiers de la S.N.C.F.

2^{de}) au débit des mêmes compte et paragraphe, le même montant total, déduction faite toutefois des coupons manquants portés en déduction des soultes à régler et dont chaque Compagnie émettrice demeurera comptable.

RETRAITS
DE FONDS

Les retraits de fonds des Compagnies destinés à faire face aux règlements effectués à leurs guichets au titre de la conversion feront l'objet de demandes particulières; ils seront imputés au débit de leur compte spécial de conversion § "Versements de fonds".

En ce qui concerne les retraits de l'espèce effectués par le Bureau commun des Compagnies à Limoges, les demandes de fonds préciseront la ventilation de ces retraits par Compagnie, étant entendu que les retraits au titre de la Compagnie du P.S. comprendront les fonds destinés au remboursement de ses propres titres et les fonds nécessaires au règlement de la totalité des soultes réglées par le Bureau commun.